LE MINISTRE DE LA SANTÉ À SÉTIF

Le centre anticancer opérationnel d'ici six mois

Abdelaziz Ziari, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a effectué avant-hier mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Sétif.

Durant sa visite, le ministre a eu à s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de plusieurs infrastructures hospitalières. A cet effet, M. Ziari, en inspectant le centre anticancer (CAC) de Sétif, dont le taux d'avancement des travaux est de l'ordre de 95%, a affirmé qu'il devra être réceptionné à la fin du premier trimestre 2013.

Cette nouvelle infrastructure de santé, troisième du genre en Algérie sur le plan de la superficie (8 ha), et d'une capacité de 160 lits, accueillera les malades atteints de cancer des wilayas de Sétif, Bordj Bou Arréridj, M'sila et Béjaïa, pour une prise en charge en matière d'oncologie médicale, médecine nucléaire, radiothérapie, curiethérapie et chirurgie oncologique. Ce CAC de 160 lits figure parmi les projets les plus importants dont a bénéficié la wilaya de Sétif au cours des dix dernières années. Sa réalisation — les travaux ont été lancés en septembre 2006 — a accusé un retard lié à la fourniture des équipements nécessaires à son fonctionnement, et il coûtera la bagatelle de 421 milliards de centimes. Une fois opérationnel, cet hôpital sera doté d'un encadrement composé de 18 médicaux spécialistes et 60 paramédicaux. Le ministre s'est ensuite dirigé vers un autre projet en phase d'achèvement, situé à proximité du CAC, portant sur la réalisation d'un hôpital mère et enfant d'une capacité de 208 lits. Cette infrastructure qui était au départ un centre de gériatrie, et reconvertie en un hôpital mère et enfant, comporte plusieurs services (gynécologie, pédiatrie, chirurgie infantile, postopératoire, néonatologie, bloc opératoire) et dont le coût de réalisation est estimé à 216 milliards de centimes. Le ministre de la Santé a ensuite poursuivi sa visite par l'inauguration de plusieurs polycliniques situées dans les daïras de Sétif, Aïn Oulmène et Salah Bey.

Lors de sa visite au centre hospitalo-universitaire Saâdna-Abdenour de Sétif, le ministre de la Santé a installé officiellement le nouveau directeur général du CHU, en la personne du professeur Abdelkrim M'Hatef, un spécialiste en épidémiologie.

Pour rappel, le CHU de Sétif fonctionnait depuis plusieurs mois avec un intérimaire. Cette situation a suscité de nombreuses interrogations et critiques du personnel de la santé.

Profitant de la visite du ministre de la Santé et de la Population au CHU de Sétif, des dizaines d'étudiants de la faculté de chirurgie dentaire, en grève de cours depuis presque deux mois, ont observé un sit-in à l'intérieur de l'enceinte de l'hôpital. Ces derniers ont réussi à apostropher le ministre et lui remettre une liste de revendications qui portent essentiellement sur le manque considérable de moyens matériels, et qui hypothèque sérieusement leur cursus universitaire.

La visite du ministre à Sétif a été clôturée par une séance de travail regroupant les cadres et les travailleurs de son secteur. Le ministre a renouvelé le souhait de voir un système de santé plus juste envers les malades mais aussi améliorer les conditions de travail des médecins et s'est engagé à tout mettre en œuvre, afin que les malades algériens bénéficient des meilleurs soins et que les médecins spécialistes affectés dans les régions enclavées bénéficient de toutes les conditions matérielles, humaines et financières. M. Ziari a aussi affirmé que la priorité sera donnée à la formation des cadres appelés à diriger les grandes infrastructures hospitalières. «La gestion de nos hôpitaux est un grand problème. Alors on doit penser à former les gestionnaires par des formateurs de très haut niveau et ce, pour leur permettre de devenir de véritables managers pour ce genre d'infrastructures hospitalières», dira-t-il.

En ce qui concerne la prise en charge des malades, que ce soit dans le secteur public ou privé, le ministre s'est montré très menaçant envers ceux qui mettent en danger la vie et la santé du citoyen.

«Je m'implique sérieusement sur tout ce qui touche à la vie et à la santé du citoyen. Et je serai un sans pitié et d'une sévérité et rigueur extrême avec les responsables défaillants. Ces derniers ne bénéficieront ni de protection ni d'immunité», conclura-t-il.

Imed Sellami

LES 10 ET 11 NOVEMBRE À L'UNIVERSITÉ 20-AOÛT-1955 SKIKDA

Le 2e colloque international sur l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur

L'Université 20-Août-1955 de Skikda organisera, les 10 et 11 novembre, le 2e colloque international portant sur «l'assurance-qualité dans l'enseignement supérieur : expériences de mise en œuvre, indicateurs de performance et prospective». La manifestation sera rehaussée par la présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Rachdi Harraoubia.

Elle verra le jour à la faveur du consortium des universités de Skikda, Larbi Ben M'hidi-Oum d'El Bouaghi, Mohammed Khider Biskra, 8 Mai 45 de Guelma, Kasdi Merbah de Ouargla, Larbi Tebessi de Tébessa. Il y a aussi le concours des universités d'outre-mer, d'Aix-Marseille-consortium Téthys, de Valenciennes et du Hainault Cambresis, de l'AUF et de l'Institut français d'Algérie. Participeront à ce colloque, 11 intervenants de France, 4 de Belgique, 2 d'Espagne, 1 du Maroc et 1 d'Égypte. Concernant l'Algérie, 23 experts animeront des communications. Citons quelques-unes : «L'évaluation interne : indicateur de base de la qualité dans l'enseignement supérieur», Pr.Mohammed Nemamchia, recteur de l'Université de Guelma Algérie ; «qualité et contexte actuel : rôle des cellules d'assurance-qualité et perspectives d'avenir des systèmes d'assurance-qualité dans les universités espagnoles», par le Pr. M.J Maitra, Université des îles Baléares, Espagne ; «l'expérience de l'audit qualité dans le département de la Haute Ecole Ephec» de Mme Martine Vermast, Haute Ecole Ephec (Pôle Louvain) Belgique ; «la feuille de route de la cellule assurance-qualité : planification et défi», de Mohammed Meliani, président du Conseil national d'évaluation et membre du Ciaqes Algérie. La motivation du colloque trouve son fondement dans l'impératif pour les établissements universitaires algériens de se mettre au diapason des pôles académiques mondiaux. L'illustration la plus probante est, selon l'argumentaire dont nous détenons une copie, le lancement du LMD dès la rentrée 2004-2005. «Des mesures prises par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (le Mesrs)».

Des mesures jugées importantes, selon les rédacteurs de la missive, et qui seront légalisées par la loi consacrant le LMD comme système d'organisation et de fonctionnement des enseignements universitaires et de validation des diplômes. La mise en place des cellules d'assurance-qualité (AQ), dès la rentrée universitaire 2008-2009, consolidée, deux ans après, par la création de la Commission nationale d'implémentation de l'assurance-qualité dans l'enseignement supérieur (Ciaqes), s'inscrivent dans l'optique de faire de l'assurance-qualité, le socle sur lequel évoluent les universités algériennes, à travers notamment 4 domaines : la formation, la recherche, la gouvernance et le cadre de vie des étudiants. Le colloque, faut-il le rappeler, est le prolongement des thèmes abordés lors du séminaire organisé par le Mesrs en juin 2008 et celui tenu à Skikda en novembre 2010. Il s'articulera sur les thématiques suivantes : les indicateurs de performance pour mesurer le niveau qualité atteint et renseigner sur le processus et les étapes de son évolution ; les pratiques qui rendent compte des procédés effectifs de la démarche assurance-qualité dans l'enseignement supérieur et de leurs conséquences, en termes de résultats et de retombées perceptibles sur l'amélioration des produits de la formation ; la prospective d'approfondissement et de consolidation de la mise en œuvre de la démarche assurance-qualité dans les établissements d'enseignement supérieur.

Z. Z.

M'SILA : DES ROBINETS À SEC DEPUIS 10 JOURS À DJEBEL MESSAÂD

«Les camions-citernes profitent de l'occasion»

Les habitants de Djebel Messaâd, localité située dans le sud de la wilaya de M'sila, ne savent plus à quel saint se vouer.

Et pour cause, cela fait plus de dix jours que l'eau n'a pas coulé dans les robinets de ce paisible village, donnant l'occasion à des commerçants véreux, propriétaire de camion-citerne dont le nombre ne cesse d'augmenter, de se faire de l'argent en vendant la citerne de 3 000 litres achetée à 100 DA à six fois son prix, parfois, même entre 700 et 800 DA. Les responsables incombent cette pénurie d'eau à la panne de l'une des pompes du centre de distribution.

Le phénomène de la vente d'eau par des camions-citernes est devenu une activité florissante qui s'est développée énormément dans la wilaya de M'sila, sans le moindre contrôle sanitaire ni de l'eau puisée de puits appartenant à des particuliers, ni de la citerne elle-même.

Ces commerçants n'observent aucun moment de répit, activant sans arrêt sillonnant les rues des grandes agglomérations de la wilaya. Parfois ne pouvant répondre à la forte demande des clients, ces derniers attendent avec impatience deux à trois jours pour être approvisionnés.

Plusieurs quartiers de la ville de M'sila vivent la même situation en cette période d'automne et la quantité d'eau distribuée, à savoir 27 000 m³, ne suffit plus à la population, dépassant les 220 000 habitants.

A. Laidi

EL-HARROUCHE (SKIKDA)

Recasement de 60 familles du bidonville du cimetière chrétien

Quelques familles concernées par une opération de recasement, dans la commune d'El-Harrouche (entamée le 5 novembre et qui se déroule toujours), ont été outrées par la décision de subordonner cela par le paiement de la caution correspondant à la location du logement, car étant dans l'incapacité de s'acquitter de cette caution pour des raisons d'ordre financier. «Vous ne pouvez jouir de votre logement décent qu'à condition de payer votre caution, nous a signifié le directeur de l'OPGI», nous indique notre source.

A titre d'information, l'opération touchera 60 familles habitant le bidonville, situé à proximité du cimetière chrétien de la commune d'El Harrouche.

Elle sera suivie par une deuxième ciblant 80 autres familles. Auparavant, 80 familles des 2 bidonvilles du site de la cité Kehal, situé au centre d'El Harrouche, ont été relogées.

Zaïd Zoheir